

CHAMBÉ EN LUTTE

Numéro 3

30 octobre 2010

Bulletin d'information du collectif chambérien unitaire interpro et citoyen

ÇA S'EST PASSÉ...

Jeudi 28/10

Manif à Chambéry : 10 000 personnes
Assemblée Générale d'après manif : 160 personnes.

Vendredi 29/10

Contact avec l'AG interpro de Tours pour l'organisation d'une coordination nationale des AG interpro.
Matin : blocage du dépôt de carburants de Chignin.
Action au magasin Leclerc de Chambéry

ET CA VA SE PASSER...

Samedi 30 dimanche 31/11

On se retrouve sur le marché pour diffuser et parler.

Mardi 2/11

Rendez-vous 7h30 local CGT cheminots pour action.

Mercredi 3/11

Rendez-vous 7h30 parking Chamnord pour action.

Vendredi 5/11

Soupe de résistance aux Eléphants suivie de manif de nuit.

Samedi 6/11

Manif 14h30 place Caffé

Tous les jours

AG 12h30 maison des associations.

ON S'ESSOUFFLE ?... MON ŒIL !



Chambéry, manif du 28/10/2010 Photo : Pauline Caylak / La Voix des Allobroges

La mobilisation du 28 octobre, avec 270 manifestations dans toute la France, a été de grande ampleur, soit plus de 2 millions de manifestants. Malgré le vote de la loi et les vacances scolaires, le refus d'une "réforme" profondément injuste reste toujours aussi fort et le soutien de la population au mouvement social reste considérable. A Chambéry ce sont plus de 10.000 personnes qui ont manifesté leur rejet de cette réforme.

Localement, ainsi qu'au niveau national, la multiplication d'actions multiformes, allant de la grève reconductible dans certains secteurs à des blocages ponctuels, montre la détermination d'un mouvement qui, malgré les fanfaronades du pouvoir, ou le déni des médias, reste bien ancré.

Partage des richesses !

Car le mouvement contre la "réforme" des retraites cristallise le rejet d'une politique mise exclusive-

ment au service des plus riches et du patronat. Malgré la propagande gouvernementale, les salariés et la grande majorité de la population ont pris conscience que la question des retraites renvoie avant tout à la question du partage de la richesse produite et les jeunes ont compris que cette "réforme" va durcir les conditions de leur entrée sur le marché du travail et aggraver leur précarité.

Ne rien lâcher !

Dans cette situation, il importe de ne rien lâcher et de poursuivre le processus de mobilisation engagé, qui articule rendez-vous nationaux et actions locales décidées quotidiennement dans l'unité : soutien aux grèves, blocages, rassemblements, initiatives de solidarité...

Participons tous et toutes aux AG interpro, construisons sur la durée la contestation afin de finir victorieux !

soutenu par

UL CGT - CNT - SNESup FSU - SUD Solidaires - UNEF - AGI ! - Attac - LDH - Alternatifs - FASE - NPA - PG

Quelques sites d'informations alternatives de la région :

<http://www.lavoixdesallobroges.org/>
<http://tvnetcitoyenne.com/>
<http://rebellyon.info/>
<http://grenoble.indymedia.org/>

Contact :

Abonnez-vous à la liste de diffusion en appelant le 06 87 55 44 32

AILLEURS AUSSI ON LUTTE !

MALGRÉ L'ADOPTION DU PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES, LA LUTTE N'EST PAS FINIE ET ELLE NE FAIBLIT PAS. TOUT COMME À CHAMBÉRY, PARTOUT EN FRANCE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES INTERPROFESSIONNELLES LUTTENT EN MENANT DES ACTIONS ET DES BLOCAGES SUR DES POINTS STRATÉGIQUES. EN VOICI QUELQUES-UNES EN CE QUI CONCERNE LA JOURNÉE DU VENDREDI 29 OCTOBRE (LA LISTE N'EST PAS EXHAUSTIVE !)

A Aix-en-Provence et Miramas (13), double blocage de plates-formes logistiques pour la grande distribution.

A Bordeaux (33), trois militants Solidaires interpellés lors d'une opération escargot, rassemblement devant le commissariat pour exiger leur libération.

A Limoges (87), la sortie des bus de la STCL a été bloquée ce vendredi matin.

A Pamiers (09), blocage d'Aubert-Duval, et blocage maintenu depuis une

semaine au Smectom, grosses entreprises privées d'Ariège.

A Asnières, blocage de la permanence du député UMP de la circonscription.

Et enfin, tentatives de blocage de dépôts pétroliers à Caen(76) et Chignin(73).

Et ce n'est pas tout, le gouvernement ne cesse de nous asséner que les grèves et manifestations actuelles dégradent l'image de la France dans le monde.

Encore une fois il nous ment car nous recevons non seulement d'innombrables communiqués de soutien et de solidarité internationaux, mais des mouvements de grève et de résistance voient aussi le jour. Notamment en Belgique, où des salariés ont bloqué les exportations de produits raffinés vers la France ; en Allemagne des salariés ont commencé des grèves contre la casse des retraites dans leur pays ; enfin, au Brésil, une manifestation devant l'ambassade de France a été organisée...

Liste des pays et organisations syndicales solidaires du mouvement français :

CES - Confédération Européenne des Syndicats, John Monks, secrétaire général ; DGB Allemagne, Michael Sommer, secrétaire général ; FGFB, Confédération des services publics Belgique ; LKP Guadeloupe, Elie Domota ; Fédération Syndicale Européenne des Services Publics ; Commissions Ouvrières des Asturies Espagne ; CGT Espagne ; DISK Turquie, Tayfun Görgün, secrétaire général ; CGT Burkina Faso ; UST Tchad ; CSA Sénégal ; UGTCI Côte d'Ivoire ; UDT Djibouti ; FISEMARE Madagascar ; SEKRIMA Madagascar ; PGFTU Gaza Palestine ; PEO - Conseil général de la Confédération chypriote du travail Chypre ; COSYBU - Confédération des Syndicats du Burundi ; UMT - Union Marocaine du Travail - Maroc ; UGT Brésil, Ricardo PATAH, président du syndicat ; CDTN - Confédération Démocratique des travailleurs du Niger ; FNV Pays-Bas, Agnes Jongerius, présidente du syndicat ; FAT - Front Authentique du Travail, Mexique ; ELA Euskal Sindikatua ; UGTT Tunisie, Abdessalem Jerad, secrétaire général ; FIOM - Fédération internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie.

LE VOTE D'UNE RÉFORME INIQUÉ NE LA REND PAS PLUS LÉGITIME

Contre un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle et une opinion publique hostile, le Parlement et le Sénat ont adopté la réforme Woerth-Sarkozy. Malgré ces votes, cette réforme est toujours aussi illégitime.

Illégitime, car le candidat Nicolas Sarkozy avait déclaré en 2007 ne pas vouloir toucher à l'âge de départ à la retraite, et n'a donc pas reçu mandat pour le faire. Illégitime, par l'affairisme de ses promoteurs, Eric Woerth et ses affinités avec la fortune Bettencourt, Guillaume Sarkozy, dirigeant de Malakoff-Médéric, qui profite de la réforme pour lancer un fonds de retraite par capitalisation. Illégitime, par le refus de toute négociation avec les syndicats. Illégitime, car cette réforme pénalise surtout les femmes, les jeunes, les ouvriers. Illégitime enfin, car elle signifie la soumission à la loi des marchés financiers et des agences de notation. Tout cela pour sauver la notation AAA de la France !

Le gouvernement et les parlementaires ont montré, à cette occasion, comment on peut allier l'injustice sociale à l'autoritarisme antidémocratique. Le Parlement a même aggravé le

projet gouvernemental en prévoyant pour 2013 une 'réforme systémique' ('retraite par points' ou 'comptes notionnels'), synonyme de nouvelles régressions.

Dans les deux systèmes, les ajustements étant permanents, le salarié ne peut pas connaître le taux de remplacement de son salaire avant la liquidation de sa retraite.

En janvier dernier, le Conseil d'orientation des retraites avait reconnu que ces systèmes sont incapables de faire face à un choc démographique ou économique, et que leur mise en application provoquerait à terme une nouvelle baisse des pensions d'environ 20 %.

Une autre réforme demeure plus que jamais nécessaire. Une réforme progressiste, qui passe au contraire par un rééquilibrage entre la rémunération du capital et celle du travail, qui a perdu près de 200 milliards d'euros actuels par an en 20 ans. Faire cotiser les profits permettrait de restaurer la retraite à 60 ans à taux plein, tout en réduisant les inégalités entre retraité-e-s.

(D'après un texte d'Attac France du 28 octobre 2010)

COMMUNIQUÉ DES CHEMINOTS 73

Les cheminots chambériens sont toujours déterminés et dans l'action.

Le vendredi 29 octobre, en Assemblée Générale, les grévistes ont reconduit majoritairement le mouvement jusqu'au mardi 2 octobre : cela fait 19 jours qu'unitairement, ils sont en lutte !

Oui la grève coûte cher, mais il est préférable de perdre trois semaines de son salaire que plusieurs années de sa vie !

ÉGALITÉ SALARIALE FEMMES-HOMMES

Encore un mensonge de sarkozy

Lors de la regrettable élection de Sarkozy, l'ami des très riches, ce dernier promettait qu'à l'horizon 2010 les femmes qui touchent 25% de salaires de moins que les hommes à qualifications égales bénéficieraient d'un rattrapage salarial. Il lui fallait bien 3 ans pour ne pas brusquer ses amis intimes du cac 40 et leur faire mettre les mains dans leurs poches pleines de l'argent gagné à la sueur de notre front... Mais comme on peut le constater en ce mois de novembre 2010, les femmes se font encore bien rouler ! Au lieu de mettre fin à cette infamie, les femmes sont encore plus fragilisées avec cette nouvelle contre réforme sur les retraites.